

Ceux qui ont essayé les populistes... et les autres : baromètre 2018 de l'humeur politique des citoyens des pays occidentaux



Dans une nouvelle étude, l'Ipsos a mesuré la perception de l'opinion sur des thèmes souvent associés à de fortes demandes de changement politique ou à la montée des populismes.

Avec Yves Bardon

Avec Ipsos

Note de la rédaction : [L'étude menée par l'Ipsos est à retrouver à cette adresse](#)

Le populisme, quitte ou double ?

Deux ans après le Brexit et l'élection de Donald Trump, quelques mois après les élections en Italie, Ipsos a voulu mesurer à nouveau la perception de l'opinion sur les thèmes souvent associés à de fortes demandes de changement politique ou à la montée des populismes. Perception du déclin, défiance envers les institutions ou critiques antisystème sont au cœur des enjeux[1].

L'enquête montre une légère baisse des tendances antisystème mais suggère que le potentiel d'incertitude politique est encore très fort.

En ce qui concerne la vision globale de leur pays, 44% estiment qu'il est en déclin, contre 57% en 2016. Une fois n'est pas coutume, les Français sont au nombre de ceux qui retrouvent le moral : le score de ceux qui pensent que la France est en déclin passe en effet de 67% en 2016 à 47% en 2018. En Italie, l'évolution est spectaculaire, la perception du déclin a chuté de 73% en 2016 à 47% en 2018. On note la même tendance en Belgique, en Espagne, au Mexique et en Allemagne, où la perception de déclin a presque diminué de moitié, de 47% en 2016 à 25% en 2018.

En revanche, sur la manière dont les citoyens ressentent les inégalités sociales et économiques et leur confiance dans les institutions, les perceptions restent largement négatives, malgré une légère amélioration de 2016 à 2018.

63% ont l'impression que le système profite d'abord aux riches et aux puissants, résultat en baisse de 6% par rapport à 2016. En Italie l'évolution est spectaculaire passant de 75% à 56%, en Hongrie de 83% à 74%, au Mexique de 82% à 71%. En France, le chiffre baisse aussi légèrement : de 70% à 67%. A l'inverse, les Suédois sont plus nombreux maintenant à penser que les riches profitent du système (39% en 2016, 41% en 2018).

59% estiment que les partis et les élus ne se soucient pas d'eux, 66% affirment ne pas avoir confiance dans leur gouvernement, 79% n'ont pas confiance dans les partis politiques. Toutefois, il faut souligner la baisse de 6% en deux ans pour le premier sujet, de 5% pour le troisième et de 2% pour le quatrième, avec des écarts très marqués entre les pays.

Sur l'impression de ne pas être écouté, la baisse est générale (de 65 à 54% en Corée du Sud, 72% à 51% en Italie, de 76 à 67% en France, en Hongrie de 73 à 64%, entre autres). A ce titre, Espagnols (85%), Brésiliens (81%), Mexicains et Péruviens (80%), Sud-Africains forment le quintette de la défiance dans leur gouvernement.

Les Chiliens, les Péruviens, les Espagnols (89%), les Hongrois et les Mexicains (88%), les Polonais (87%) ou les Italiens (84%) n'hésitent pas non plus à affirmer sans détour leur défiance dans les partis politiques.

Rien d'étonnant donc à ce que 21% seulement soient d'accord avec l'idée qu'il « vaut mieux rester fidèle aux leaders ou aux partis qui ont déjà été en responsabilités », les moins convaincus étant les Français et les Italiens (15%), suivi par les Polonais (16%), les Belges et les Suédois (18%). A l'opposé, 38% des Indiens, 26% des Brésiliens ou 24% des Malais, des Russes et des Turcs préfèrent des leaders et partis expérimentés.

Ce score très médiocre pourrait faire croire qu'il faut sortir les sortants et donner les clefs à des partis qui ont des idées radicales pour changer les choses. Il y a quand même un risque pour 39% des citoyens de la planète, mais avec un écart marqué entre les pays. Les Italiens (24%) sont les moins inquiets, avec les Suédois (27%) et les Britanniques (28%), alors que les Péruviens, même critiques, sont les plus réservés (57%), suivis des Brésiliens (54%) et des Russes (52%). A 34%, les Français, un an avec les Elections européennes, seront un public à suivre.

Ne pas avoir peur des mots, parler fort et cash n'est pas automatiquement une garantie de succès ; le score de ceux qui estiment que « les politiques devraient pouvoir dire ce qu'ils pensent sans se préoccuper de ce que les autres en pensent » baisse de 6% de 2016 à 2018 (65% contre 59%). Ces baisses sont marquées en Turquie (53%/39%), Etats-Unis (60%/48%), Hongrie (79%/73%) ou France (70%/58%). En revanche, le score passe de 58% en 2016 à 69% deux ans plus tard en Suède. C'est aussi dans ce pays que ceux qui pensent qu'il « faut un homme fort pour casser les règles » progresse de 23% à 32%, comme au Pérou (de 51% à 69%), au Mexique (de 41% à 66%).

Au total, la perception du déclin est moins marquée, mais la défiance antisystème et le sentiment d'être abandonné par les dirigeants comme le manque de confiance dans les institutions restent net, l'idée qu'il faut s'appuyer sur des dirigeants et des partis expérimentés étant largement minoritaire. Avec des spécificités historiques, politiques et culturelles, propres à chaque pays, ces forces conduisent à favoriser une demande de changement et de nouveauté. A contrario les changements majeurs sont associés à une évolution des perceptions, le cas de l'Italie étant à cet égard très révélateur.

Si l'on considère ces études internationales d'Ipsos, on voit trois étapes se dessiner, à des rythmes différents, mais avec la même logique. 1. Le rejet des élites : plus le pays va mal, plus son identité est déstabilisée, plus il se sent précarisé et menacé, plus il en veut aux acteurs en place et plus il désire un homme providentiel. Le populisme semble y répondre, incarne une tentation à l'égard de nouveaux leaders qui renversent la table et promettent des résultats là où tous les autres ont échoué. 2. L'envie de passer à autre chose, qui se confirme dans les urnes et peut les mettre en situation de gagner une élection, éliminant les partis traditionnels. 3. Une fois en place, les populistes ont un vrai soutien de leur socle électoral (Salvini, Trump, Orban...) en clivant contre l'Europe, les migrants, la mondialisation....

L'étude Ipsos est intéressante de ce point de vue : elle interroge sur l'attractivité et la durée de vie réelles du populisme s'il parvient à s'imposer et à tenir ses promesses.

[1] These are the findings of a Global Advisor survey into the political mood around the world. In total 17,203 interviews were conducted between June 26 – July 9 2018 among adults aged 18-64 in the US and Canada, and adults aged 16-64 in all other countries. The survey was conducted in 26 countries around the world via the Ipsos Online Panel system. The countries reporting herein are Argentina, Australia, Belgium, Brazil, Canada, Chile, France, Germany, Great Britain, Hungary, India, Italy, Japan, Malaysia, Mexico, Peru, Poland, Saudi Arabia, South Africa, South Korea, Russia, Spain, Sweden, Turkey and the United States of America.